

Une autre machine Digger en Ukraine, avant les deux prochaines

Tavannes Une première D-250 est aujourd'hui active dans le pays en guerre. Une autre y a été acheminée ces jours, avant une troisième et possiblement une quatrième, dont le financement doit être assuré ces prochains mois grâce aux... Ecoles.

Dan Steiner

Frédéric Guerne connaît pas mal de chiffres, lui qui doit jongler avec eux pour parvenir à financer la construction et l'envoi de machines de déminage à travers le monde. Le directeur de la Fondation Digger tient à en citer un, même s'il s'agit plutôt d'une fourchette: sur l'ensemble des objets utilisés lors de conflits armés, et Dieu sait si l'humain passe son temps à tenter d'annihiler son prochain, près de 5 à 10% de ceux qui sont censés exploser ne le font pas. Ce qui fait un bon paquet de munitions, parfois instables, attendant méchamment de sauter à la figure du premier venu.

C'est ce genre de tristes inventions humaines que lui et la Fondation tannoise à but non lucratif combattent depuis le tournant du millénaire. Ces jours, une deuxième machine D-250 a justement posé les roues en Ukraine, front sur lequel Digger concentre aujourd'hui, un peu malgré elle, une grande partie de ses efforts. La première démine depuis fin 2023, une troisième est en passe d'être construite et une quatrième s'appête à faire l'objet d'un financement participatif réalisé par les... Ecoles de la région.

Politique quelque peu cynique

Une émulation qui réjouit Frédéric Guerne. Toutefois... «Cela a toujours été notre souci: nous n'avons pas le loisir de choisir où l'on va», note l'ingénieur originaire du vallon de Saint-Imier. «Je serais bien d'autres endroits, des coins oubliés de la planète.» Il y a quelque temps, sa Fondation avait un projet clés en main de dispositif adaptable sur une machine pour s'activer au Laos, concerné non pas par les mines mais la sous-munition. «Un pays pollué comme pas permis.» Le nerf de la guerre, les fonds, avaient cependant manqué.



Une première D-250 a été envoyée en Europe de l'Est à l'automne 2023. La deuxième, réceptionnée sur place ces derniers jours, est prévue pour entrer en service avant la fin de l'année, si tout se déroule comme prévu.

Fondation Digger

Notre interlocuteur reste bien entendu enthousiaste à l'idée de prêter main-forte à l'Ukraine et sa protection civile, mais il craint que d'autres régions du monde ne soient délaissées. «Il ne faut pas se leurrer. Pourquoi a-t-on tout à coup tout cet argent? Ce n'est pas tant pour un motif humanitaire, mais parce que l'Ukraine est un partenaire économique important.» Frédéric Guerne n'omet pas de préciser que la situation humaine y est dramatique. La première machine a par exemple nettoyé un terrain de foot, situé près d'une école. Au moins un endroit où les troupes russes, dont le minage tous azimuts est l'une des spécialités, ne devraient pas faire (davantage) de dégâts.

A 1 million de francs, transport ou pièces de rechange compris, les engins de l'institution tannoise ne se construisent

et ne s'envoient pas grâce à sa simple volonté, fût-elle bonne. Celle qui vient d'arriver sur place et que les parties prenantes espèrent voir s'activer avant la fin de l'année a été financée par la Chaîne du bonheur. Pour la suivante, le contrat a été signé entre le mandataire, l'organisation non gouvernementale britannique Mines Advisory Group, et le bailleur de fonds, la Direction du développement et de la coopération, l'organe du Département fédéral des affaires étrangères responsable des activités de la Coopération internationale de la Suisse.

Grâce aux 24 personnes qui s'activent au sein de la Fondation, l'équivalent d'une douzaine d'emplois complets, elle a pu abaisser le délai à quatre mois pour construire chaque machine. Une quatrième, dont Digger aura l'occasion de repar-

ler début décembre, va être financée par les Ecoles. Enfin, financée... «Nous souhaitons éviter que les élèves doivent mettre la main au portemonnaie», soutient le directeur.

Qui avait mis la puce à l'oreille de Christine Häslér. Suite à leur discussion, la conseillère d'Etat à la tête de la Direction cantonale de l'instruction publique et de la culture a lancé l'idée d'une plateforme de financement participatif. Si l'alimentation du fonds destiné à cette quatrième D-250 ne devra pas être le fruit du travail des jeunes, ces derniers seront impliqués dans le démarchage. Ouverte de début décembre à fin mai 2025, la plateforme sera gérée par le ceff Commerce. A l'heure actuelle, une vingtaine d'Ecoles primaires et secondaires du Jura bernois et de la Bienne francophone se réunissent de contribuer, que ce soit en dirigeant les gens vers le

site de récolte de fonds ou en y versant eux-mêmes des mannes issues de spectacles, ventes de pâtisseries, etc.

Ligne de production sur place ressuscitée?

«J'aimerais que ce ne soit pas vu comme un projet de Digger mais des élèves, leur offrant ainsi l'opportunité de s'en souvenir tout au long de leur vie», s'exclame Frédéric Guerne. Et pour fêter cette réussite? Ces jeunes seraient accueillis par un membre du Gouvernement national, sur la Place fédérale, imagine le boss de Digger. Comme souvent, le directeur de la Fondation a tout prévu. Ne manque que la générosité du grand public. Ou des décideuses et décideurs. Impliquée dans le processus, la Fondation Gobat pour la paix se charge, elle, de s'approcher des Départements cantonaux de l'instruction publique,

”
J'aimerais que cette quatrième machine ne soit pas vue comme un projet de Digger mais des élèves, qu'ils puissent s'en souvenir.



Frédéric Guerne
Directeur de la Fondation Digger

étant entendu que la région risque d'être un peu limitée pour assurer seule la sponsorship de la démineuse.

Parmi ces beaux projets, il en est un dernier, qui semblait mort-né, mais que l'institution tannoise ne désespère pas de ressusciter: celle d'une chaîne de production directement implantée en Ukraine. Si, jusqu'ici, c'est une absence de base légale qui compromettrait le projet, cette lacune pourrait prochainement être comblée. Les contacts, Frédéric Guerne les a, avec l'ancien ambassadeur de Suisse en Ukraine Claude Wild ainsi que le ministre jurassien démissionnaire Jacques Gerber, nommé futur délégué du Conseil fédéral pour le pays d'Europe de l'Est. «Sur le kilomètre qui s'ouvrait devant nous, nous avons déjà fait 950 m.» Or les derniers ne sont pas toujours les plus faciles.

De la solidarité plein les cartons

Noël A l'approche des fêtes de fin d'année, l'Eglise évangélique mennonite relance son action de paquets en faveur des personnes défavorisées des pays de l'Est.

Offrir un carton pour Noël. C'est ce que propose l'Eglise évangélique mennonite de Tavannes. L'objectif de cette action de solidarité vise à remplir et envoyer des cartons de matériel dans les pays de l'Est pour des personnes défavorisées.

Chaque automne, des personnes privées, des sociétés et des églises se mobilisent pour

préparer des paquets de Noël au contenu standardisé dans le cadre de l'action Paquets de Noël, pour des personnes défavorisées d'Albanie, de Bulgarie, de Moldavie, d'Ukraine, de Roumanie, de Serbie et de Biélorussie. Pour ces personnes, un paquet de Noël envoyé de Suisse est une aide matérielle précieuse, mais pas seulement.

C'est aussi un signe tangible d'estime, explique Denis Geiser, organisateur et coordinateur de cette action. «Quand quelqu'un pense à eux depuis un autre pays, ça réconforte les gens», souligne-t-il.

Mais que faut-il mettre dans ces cartons? «Ce sont principalement des vivres de bases qu'il faut envoyer», explique Denis

Geiser. Pour les adultes, il faut donc privilégier des produits tels que sucre, farine, riz, pâtes, chocolat et biscuits. Il est possible aussi de compléter les paquets avec des articles hygiéniques comme du savon, des brosses à dents et du dentifrice. Enfin, on peut aussi ajouter du papier, des bonnets, des chaussettes ou encore des écharpes. Pour les cartons à destination des enfants, on retrouvera les mêmes produits d'hygiène, puis des cahiers, des crayons de couleurs et bien sûr quelques douceurs et autres sucreries toujours fortement appréciées par les petits. Précisons que tous les articles doivent être

neufs. Mais pour autant, tous ne doivent pas être achetés.

Action à l'échelle nationale

«Nous avons une dame qui a passé 90 ans et chaque année elle nous remet une trentaine de paires de chaussettes qu'elle a tricotées elle-même. Une autre dame nous fait chaque année des bonnets», relève Denis Geiser.

Ce projet est coordonné par quatre œuvres d'entraide chrétiennes qui organisent la récolte et la distribution des paquets de manière ciblée. Il s'agit de l'Action pour les chrétiens persécutés et les per-

sonnes dans la détresse (ACP), la Mission chrétienne pour les pays de l'Est, l'Aide aux églises dans le monde (AEM) ainsi que Lumière à l'Est Suisse (LIO).

Ces œuvres, qui sont impliquées tout au long de l'année dans les pays bénéficiaires, travaillent en étroite collaboration avec des personnes de référence sur place, selon Denis Geiser. A noter qu'il est encore possible de déposer des paquets de Noël jusqu'au samedi 23 novembre, soit à l'Eglise évangélique mennonite de Tavannes ou directement chez Daniel et Violette Geiser, à Loveresse. *ajr*